

ESPRIT, ES-TU LA?
À propos de
Le nouvel esprit du capitalisme
de Luc Boltanski et Ève Chiapello
(Gallimard, 1999)

Michel Freyssenet
sociologue
CNRS (CSU-IRESO)
GERPISA (EHESS-Université d'Évry)

Dans la conjoncture intellectuelle actuelle en France, le livre de Luc Boltanski et Ève Chiapello est, à mes yeux, important, moins par la réponse qu'il propose à la question "qu'est-ce qui fait changer le capitalisme?", que par sa contribution à la réhabilitation de la théorie dans les sciences sociales et à un retour à la critique du travail, après de trop longues années de suspicion à l'encontre de toute entreprise théorique et d'aveuglement quant à l'évolution du travail.

Les auteurs ont l'immense mérite d'afficher d'emblée leur cadre conceptuel et de l'utiliser pour ce qu'il est, à savoir ni plus ni moins qu'une boîte à outils. Comme il se doit, ils le soumettent à l'épreuve de l'analyse d'une situation pour laquelle il n'a pas été pensé. Ils ont l'honnêteté rare d'en déployer en toute clarté et rigueur la logique, sans les faux-fuyants habituels consistant à nuancer, à édulcorer, à diluer les notions affichées au départ, dès lors que les faits rassemblés leur résistent quelque peu. Ils n'hésitent pas à le faire même jusqu'à l'absurde pour mieux en éprouver rapidement les limites. Le cas est suffisamment rare pour être souligné. Bien des discussions inutiles nous seraient épargnées si un plus grand nombre de chercheurs employaient de la sorte les concepts qu'ils proposent. Cette manière de faire est en effet une des conditions pour que les questions de recherche qui agitent la communauté scientifique soient au minimum reformulées pour être mieux et plus rapidement tranchées.

Le deuxième mérite du livre est de contribuer avec d'autres, à la suite des mouvements sociaux de 1995, à soulever la chape de plomb qui a pesé sur les recherches sur le travail depuis le début des années quatre-vingts, au prétexte que le soi-disant "modèle japonais" aurait fourni la solution à la division de son intelligence. Parler du travail était devenu une incongruité. Tout juste admettait-on la persistance de "mentalités tayloriennes", notamment chez les salariés, pour expliquer les "retards" observés ici ou là dans la diffusion du nouveau modèle productif, censé résoudre et la crise du travail des années 60 et la crise de rentabilité des années 70. En revisitant les très nombreuses recherches effectuées depuis les trente dernières années, Luc Boltanski et Ève Chiapello ont remis au centre des discussions "l'incertitude du travail", qui est avec "l'incertitude du marché" au cœur du rapport capital-travail.

Mais parce qu'ils ignorent dans leur livre cette deuxième incertitude, probablement parce qu'elle relève à leurs yeux de l'économie, c'est-à-dire d'un domaine hors du champ de compétence des sociologues qu'ils sont, leur compréhension de l'incertitude du travail en est, me semble-t-il, dévoyée, incertitudes du marché et du travail étant en effet intimement mêlées. C'est cette critique qui sera principalement développée ici.

Qu'est-ce qui fait changer le capitalisme?

En réponse à cette question de recherche au centre de leur ouvrage, les auteurs proposent un modèle du changement dans lequel la critique morale du capitalisme portée par ceux qui en subissent la rigueur joue un rôle essentiel. À leurs yeux, ni les explications purement systémiques, en termes de dynamique de l'accumulation du capital, ni les explications micro-sociologiques en termes d'intérêt matériel ou de contrainte ne pourront jamais rendre compte de l'implication, aussi bien des salariés que des dirigeants, dans le système absurde qu'est le capitalisme, système qui prive en effet les premiers de l'usage ou des revenus de ce qu'ils produisent, et qui enchaîne les seconds à entretenir un processus sans fin et insatiable de valorisation du capital, alors qu'ils n'en jouissent pas vraiment. Or sans cette implication des uns et des autres, pas de capitalisme possible.

Pour qu'il y ait implication, il faut des justifications individuelles et collectives définies en termes de bien commun. Ces justifications constituent "l'esprit du capitalisme". L'esprit du capitalisme n'est donc pas un discours visant à masquer l'exploitation capitaliste. Il est une condition pour que capitalistes et salariés s'engagent dans le processus de valorisation du capital. Depuis son origine, le capitalisme est justifié par trois arguments. L'accroissement des richesses est un bien commun, qui certes profitent inégalement aux uns et aux autres, mais qui profitent cependant à tous. L'organisation capitaliste de la production qui met en concurrence les entreprises a certes des inconvénients, mais elle se révèle être la plus efficace. La liberté économique est associée, voire est la condition de la démocratie politique. Ces justifications sont cependant trop générales pour être suffisantes. Elles doivent être spécifiées et complétées à chaque période de l'histoire du capitalisme. C'est ainsi que l'on peut identifier trois esprits du capitalisme depuis son origine. Chacun d'eux donne à ce qui est juste une forme, une définition, une métrique.

Mais l'esprit du capitalisme ne se réduit pas à le légitimer, il le contraint en retour. Son intériorisation par les capitalistes et les salariés oblige le capitalisme à en respecter les règles, sous peine de leur désengagement. Il agit sur lui en donnant la possibilité d'une critique et en générant des autocensures. Le rapport capital-travail n'est donc pas principalement un rapport de force. Il n'est pas même un compromis, car celui-ci sous-entend encore le rapport de force. Il est adhésion à une idée de la justice, à une philosophie morale qu'il est possible de typifier historiquement en "cités" plus ou moins successives.

Tout écart par rapport à l'idéal suscite donc la critique et le désengagement, qui dès lors jouent un rôle moteur dans l'évolution du capitalisme et de son esprit. Le capitalisme doit se réagencer, inventer de nouveaux dispositifs pour désamorcer la

critique. C'est cette capacité d'endogénéisation de la critique qui permet à ce système absurde de se perpétuer.

C'est ainsi que les auteurs sont amenés à expliquer d'abord la mise en crise du capitalisme dans les années soixante-dix par l'intense travail de critique morale dont il a été l'objet de la part des salariés et des professions intellectuelles plus ou moins dépendantes, puis l'émergence d'un nouveau capitalisme dans les années quatre vingt grâce au non moins intense travail de récupération-détournement par les dirigeants d'éléments de la critique morale dont il a été l'objet vingt ans plus tôt. D'où l'étonnant silence, voire l'approbation de ceux qui s'étaient illustrés dans la critique précédemment, avant que, prenant conscience des contreparties de la récupération de leurs critiques à l'occasion des mouvements sociaux de 1995, ils ne réagissent à nouveau, relançant ainsi le processus de transformation du capitalisme.

Mais comment se forme donc l'écart entre le capitalisme et son esprit ?

Le schéma d'analyse proposé a le mérite de refuser de mettre entre parenthèse ou de considérer comme secondaires ou dépendantes les justifications que les protagonistes du rapport capital-travail donnent de leur action. Il fait toutefois l'impasse sur un point essentiel dans le raisonnement : les origines de l'écart qui se formerait périodiquement entre le capitalisme et son esprit.

D'où viendrait-il ? Dérive naturelle ? Usure du temps ? Concurrence de capitalistes ayant insuffisamment intériorisé l'esprit du capitalisme de la période, obligeant les autres à déroger aux principes ? Propension des capitalistes à en vouloir toujours plus pour eux, même s'ils n'en profitent pas vraiment ? Logiquement Luc Boltanski et Ève Chiapello ne peuvent faire leurs ces explications, puisqu'ils ont posé que l'intérêt matériel ne pouvait être le moteur essentiel de l'implication.

Est-ce que l'écart à l'idéal est ce que le sociologue concède finalement à la dynamique propre du capitalisme ? Mais alors le moteur du changement ne peut plus être la critique des manquements à l'esprit du capitalisme du moment. L'économie, jetée par la porte, reviendrait-elle par la fenêtre ?

Elle reviendra toujours par la fenêtre, quoi que fasse le sociologue, tant qu'il s'obstinera à considérer l'économie comme un domaine de la vie en société et à débattre de son caractère déterminant ou non sur les autres domaines. C'est le piège dans lequel les auteurs retombent sans s'en rendre compte. Nous savons pourtant, au moins depuis Marx, si l'on veut bien prendre le temps de le lire pour ce qu'il a recherché et écrit et abandonner l'inusable, l'ennuyeuse et bien commode antienne des infrastructures et des superstructures, que le rapport capital-travail est tout simplement un rapport social, dont l'étude requiert la mobilisation des savoirs et compétences aujourd'hui tronqués et éparpillés entre des sciences sociales historiquement constituées en disciplines séparées et souvent opposées pour des raisons essentiellement pratiques, politiques et institutionnelles et fort peu scientifiques.

Le rapport capital-travail n'est pas même un rapport social dans le domaine ou l'ordre économique. L'économie n'est ni un domaine ni un ordre propre. La meilleure preuve en est que le rapport capital-travail est capable de soumettre toutes les activités humaines, y compris celles qui paraissent les plus étrangères à ce que nous considérons à tort

Freyssenet M., "Esprit es-tu là? À propos du livre *Le nouvel esprit du capitalisme*, de Luc Boltanski et Ève Chiapello (Gallimard, 1999)", *L'Année de la Régulation*, n° 5, 2001-2002, pp 309-318. Édition électronique, 2006, <http://freysenet.com/?q=fr/node/356> , 160 Ko

comme la sphère économique. Après avoir soumis l'art, les loisirs, la santé, il investit la politique, les religions, la justice, la police, l'armée, etc, jusqu'à la procréation et l'accompagnement des mourants. Cette tendance d'hégémonisation et d'homogénéisation de la vie en société par un seul rapport social n'est pas un phénomène nouveau. Il est des rapports sociaux qui dans le passé ont "totalisé" des sociétés entières.

Ce que nous appelons économie n'est que l'économie du rapport social que nous avons nommé capital-travail, c'est-à-dire la logique des moyens lui permettant de se reproduire et de s'étendre. Le rapport capital-travail est là à côté d'autres rapports sociaux qui ont leur économie propre, comme ils ont leur idéologie, leur "esprit", leur politique, etc. si l'on tient à réemployer ces catégories communes à défaut d'en avoir construites d'autres plus rigoureuses et fécondes. Analytiquement une société peut être utilement appréhendée comme l'agencement particulier et temporaire de plusieurs rapports sociaux.

Tant que les sociologues s'échineront à vouloir faire vivre la sociologie et le social à côté de l'économie et de l'économique, pour en faire reconnaître l'importance, voire la prééminence, y compris sous la forme de la "sociologie économique" ou d'institutions, de pratiques, ou encore de culture indispensables au fonctionnement du capitalisme, alors ils continueront à s'enfermer dans la posture stérilisante consistant à rappeler constamment que les raisons multiples de vivre et de vivre ensemble préexistent aux forces triviales du marché et du capital.

En quoi le traitement du rapport capital-travail comme rapport social permettrait de sortir de l'impasse ?

Ce n'est pas l'objet de cet article que de rappeler et de développer cette problématique. On se contentera de quelques grands points de repères pour montrer comment il est possible dans la perspective d'une science des rapports sociaux de sortir de l'impasse "poids relatif du social et de l'économique" pour répondre à la question "qu'est-ce qui fait changer le capitalisme?". Ceci fait, nous pourrons reprendre la critique des explications avancées par Luc Boltanski et Ève Chiapello pour comprendre les trente dernières années.

Rappelons que le rapport capital-travail présuppose non seulement la liberté de vendre et d'acheter des biens et services, mais surtout la liberté de vendre et d'acheter des capacités de travail pour les produire. Dès lors il recèle en son sein deux incertitudes fondamentales intimement liées : l'incertitude du marché (la liberté de l'acheteur) et l'incertitude du travail (la liberté du salarié de s'investir). Le lien entre les deux est la division du travail. La division du travail est à la fois condition de l'extension du marché et condition de réduction de l'incertitude du travail grâce à la division de son intelligence. À ce propos, il est dommage que les auteurs reprennent sans critique l'affirmation devenue lieu commun selon laquelle la division de la conception et de l'exécution est le propre du taylorisme. Elle ne résiste ni à l'étude historique ni à l'enquête de terrain. La division de l'intelligence du travail est née, comme le travail d'ailleurs, avec le rapport capital-travail et lui est logiquement consubstantielle. Le taylorisme n'est qu'une des formes historiques et localisées de cette

Freyssenet M., "Esprit es-tu là? À propos du livre *Le nouvel esprit du capitalisme*, de Luc Boltanski et Ève Chiapello (Gallimard, 1999)", *L'Année de la Régulation*, n° 5, 2001-2002, pp 309-318. Édition électronique, 2006, <http://freysenet.com/?q=fr/node/356> , 160 Ko

division, probablement ni la plus importante, ni la plus diffusée, et encore moins la plus aboutie (Freysenet 1984).

Dès lors que le rapport capital-travail a été imposé, soutenu ou accepté par des coalitions sociales qui l'ont jugé préférable ou comme un moindre mal dans un contexte historique donné comparativement à d'autres rapport sociaux existants ou possibles, il a déstabilisé ceux d'entre eux qui partageaient avec lui certains principes et règles. Il les a progressivement subvertis ou instrumentalisés, au point qu'il est devenu pour le plus grand nombre le rapport obligé pour accéder aux conditions de l'existence en société, pas seulement bien sûr le boire et le manger, mais tout aussi bien procréer, communiquer, transmettre, être reconnu, se mouvoir, se soigner, ne pas être tué, avoir des raisons de vivre et de vivre avec d'autres, etc. Chaque rapport social présente à tout instant toutes les dimensions du social (symbolique, politique, économique, religieux, spirituel, culturel, idéologique, matériel, immatériel, cognitif, etc.), qu'il est dépourvu de sens de vouloir hiérarchiser, à moins d'en revenir à un matérialisme naturaliste que Marx a été le premier à abandonner. Ces dimensions ne sont de plus que des catégories apparues dans certaines sociétés et portées seulement par quelques-unes de leurs composantes, à un moment donné de leur histoire. Il est, on le sait, conceptuellement dangereux de les universaliser et même de les généraliser à toutes les catégories sociales dans les sociétés où elles ont été construites. Par exemple une même activité peut être considérée dans nos sociétés comme du travail ou tout à fait autre chose, selon le rapport social sous lequel cette activité est menée, alors que le travail nous paraît consubstantiel à la nature humaine. La tâche prioritaire pour le chercheur est donc bien plutôt de démêler, d'identifier et de théoriser les quelques rapports sociaux qui coexistent dans chaque société sous la forme d'un agencement particulier (Freysenet 1995).

La division du travail, condition de l'extension du marché et du contrôle du travail, a pris des formes différentes, compte tenu des contextes locaux. Ces formes sont autant de façons de gérer les incertitudes du marché et du travail. Elles peuvent l'être à deux niveaux : le niveau macro par la construction d'un compromis national sur un "mode de croissance" (source et type de distribution du revenu national), le niveau micro par la construction d'un "compromis de gouvernement d'entreprise" entre les protagonistes sur la "stratégie de profit" à suivre et les moyens (politique produit, organisation productive, relation salariale) pour la mettre en œuvre, en d'autres termes par l'adoption ou l'invention d'un "modèle productif". Mode de croissance et compromis de gouvernement d'entreprise, alors qu'ils mettent en jeu des protagonistes qui ne sont pas exactement les mêmes, doivent cependant être compatibles pour que le capital puisse être durablement et positivement valorisé par le travail. Leur synchronisation, que les acteurs constatent et consolident plus souvent qu'ils ne la suscitent vraiment, est la condition de la croissance nationale et de la rentabilité des firmes. Son enclenchement aide beaucoup à l'établissement des compromis nationaux et d'entreprise, qui dès lors auto-entretiennent le processus (Boyer, Freysenet 2000).

C'est pourquoi il y a toujours et simultanément plusieurs capitalismes et plusieurs modèles productifs. Caractériser "l'esprit du capitalisme" d'une période ne peut dès lors conduire qu'à des amalgames de traits incompatibles, ou à des sélections d'éléments fondées sur des ressemblances formelles, ou bien encore à restreindre le champ d'analyse puis à universaliser les conclusions. Tels sont bien les travers dans lesquels

Freysenet M., "Esprit es-tu là? À propos du livre *Le nouvel esprit du capitalisme*, de Luc Boltanski et Ève Chiapello (Gallimard, 1999)", *L'Année de la Régulation*, n° 5, 2001-2002, pp 309-318. Édition électronique, 2006, <http://freysenet.com/?q=fr/node/356> , 160 Ko

Luc Boltanski et Ève Chiapello tombent lorsqu'ils dessinent le "nouvel esprit du capitalisme".

Les capitalismes et les modèles productifs sont bien aussi des compromis. Car qui peut prétendre que salariés, dirigeants et capitalistes partagent la même vision du monde, même si les premiers ignorent les moyens qui pourraient faire advenir un monde différent? Comment pourrait-il y avoir d'ailleurs une critique du travail susceptible de déstabiliser le (les) capitalisme(s) si celle-ci n'était que marginale? Il y faut une opposition de perspectives. Que les salariés aient à s'investir dans le travail pour le réaliser ne veut pas dire pour autant qu'ils le font par adhésion pleine et entière à l'esprit du capitalisme du moment, le temps que ce dernier ne soit "trahi" par les capitalistes eux-mêmes. Les quelques analyses du terrain sérieuses faites montrent qu'ils le font à des degrés très variables, pour des raisons propres, sous conditions et selon des modalités particulières. Les salariés ne sont pas non plus les éternels dupés. La "trahison" de l'esprit du capitalisme, si esprit il y a, peut être tout aussi bien leur fait, alors que leurs conditions de travail n'ont pas significativement changé. On en a eu des illustrations à la fin des "trente glorieuses".

Désarmement de la critique du travail ou absence de stratégie face aux faillites d'entreprise

Les "trente glorieuses", que quelques pays capitalistes seulement ont connues, y ont été possibles grâce à la synchronisation largement inintentionnelle de modes de croissance et de modèles productifs compatibles. Les modes de croissance de ces pays ont privilégié une distribution du revenu national "coordonnée et modérément hiérarchisée". Les modèles productifs ont mis en œuvre des stratégies de profit pertinentes dans le cadre de ces modes de croissance (notamment les stratégies de "volume et diversité", "volume", "qualité", "innovation et flexibilité", "réduction permanente des coûts"), grâce à des politiques product, des organisations productives et des relations salariales cohérentes avec elles.

Dans la deuxième moitié des années soixante, les compromis qui fondaient ces modes de croissance et ces modèles productifs ont été remis en cause, mais pour des raisons différentes selon les pays. Aux Etats-Unis, la croissance de la productivité par "économies d'échelle", qui avait permis jusque-là une augmentation généralisée et modérément hiérarchisée du pouvoir d'achat des ménages, n'a pu être poursuivie, le marché intérieur devenant un marché de renouvellement et la concurrence extérieure s'accroissant. Les entreprises, en difficulté pour honorer leur contrat, ont commencé à remettre en cause les compromis antérieurs. À l'inverse, en Europe et au Japon à la même période, ce sont les salariés qui l'ont fait, alors que les entreprises respectaient scrupuleusement les compromis initiaux et étaient en mesure de le faire encore longtemps, à la différence des entreprises américaines (Freysenet et al. 1998). Profitant du plein emploi, les salariés ont remis en cause le travail et son organisation qui étaient jusqu'alors la contrepartie acceptée de l'augmentation du pouvoir d'achat. Ils l'ont fait, non pas en raison d'un manquement des capitalistes à "l'esprit du capitalisme" auquel ils auraient adhéré, mais ils l'ont fait bel et bien en raison d'une ou (d'autres) vision(s) des rapports sociaux, à l'occasion d'une situation favorable et de circonstances particulières.

Freysenet M., "Esprit es-tu là? À propos du livre *Le nouvel esprit du capitalisme*, de Luc Boltanski et Ève Chiapello (Gallimard, 1999)", *L'Année de la Régulation*, n° 5, 2001-2002, pp 309-318. Édition électronique, 2006, <http://freysenet.com/?q=fr/node/356> , 160 Ko

On le sait les crises monétaires et pétrolières des années 70 ont changé radicalement la donne. Les pays comme la France dont la croissance était tirée par la consommation intérieure ont été mis dans l'obligation d'accroître sensiblement leurs exportations, donc de devenir compétitifs à l'international, pour payer pétrole et matières premières. L'effet le plus immédiat fut la multiplication des défaillances d'entreprise. Avec la montée inexorable du chômage, l'enjeu n'était plus du tout le même. Si la critique du travail se poursuivit encore quelque temps après 1974, elle se fit plus dans des colloques et des livres que sur le terrain. Dès 1975, on observe une chute brutale des départs volontaires et le début de la régression de l'absentéisme dans les entreprises. C'est Raymond Barre qui siffle la fin de la partie en 1978 en préconisant officiellement la désindexation des salaires et la décentralisation des négociations. Dès lors le problème politique n'était plus comment changer le travail et encore moins la vie, mais comment préserver ou relancer l'emploi. Or les analyses et les stratégies syndicales n'étaient pas à la hauteur de la situation. L'échec du conflit de Lip, porteur des pratiques et des perspectives alternatives développées depuis dix ans, avait sonné le glas des espoirs mis dans l'invention de l'avenir par ceux qui veulent en changer.

Si responsabilité de la recherche en sciences sociales il y a eu, elle a moins été d'avoir abandonné la critique du travail (abandon au demeurant beaucoup moins important que les auteurs ne le disent, ceux-ci ignorant les travaux "critiques" faits au cours des années 80 et 90 en raison probablement d'une moindre "médiatisation" ou "diffusion") que de ne pas avoir été suffisamment prête à fournir des éléments substantiels de réflexion sur les conditions de pérennité des entreprises capitalistes, et ce faisant à contribuer à l'élaboration de stratégies plus efficaces de défense et de développement de l'emploi.

Ce n'est pas parce que les entreprises auraient récupéré des éléments de la critique du travail qu'elles l'auraient désarmée, mais parce qu'elles disparaissaient purement et simplement et le travail avec elles. Les questions de recherche prioritaires devenaient en France: quelles croissances, quels modes de croissance, quels compromis d'entreprise pour préserver puis développer l'emploi.

Car dans d'autres pays il en allait autrement. Les pays, dont la croissance était fondée depuis longtemps sur les exportations et le compromis national sur le partage des gains non pas de productivité mais de compétitivité (comme la République Fédérale Allemande, la Suède et le Japon) profitèrent plus qu'ils ne pâtirent de la situation créée par les crises monétaires et pétrolières des années 70. Ils devinrent des exemples (Boyer et al. 1998). On chercha les raisons de leur succès.

On l'attribua d'abord à une automatisation plus précoce et avancée, puis, oubliant les cas allemands et suédois, on mit en avant le "modèle japonais". Pour mieux faire admettre en France la flexibilité et la réduction des coûts qui le caractériseraient, on le para de toutes les vertus: travail rendu intelligent, satisfaction des consommateurs et compétitivité assurée, tout en minimisant l'importance d'autres traits (garantie d'emploi et de carrière) et en ignorant superbement la diversité japonaise et l'histoire du système de production de Toyota. Il est vrai que nombre de chercheurs en sciences sociales s'y sont laissés prendre, voyant à tort dans le travail en groupe et la résolution de quelques problèmes de production le début d'une inversion possible voire nécessaire de la division de l'intelligence du travail (Durand et al. 1998, Lung et al. 2000).

Mais si critique du travail il y a, elle se fait souvent d'abord là où il s'exécute avant de se manifester dans les livres. Or précisément au moment même où beaucoup faisait chorus pour chanter les louanges du soi-disant "modèle japonais", le modèle toyotien d'abord (en 1990), puis le mode de croissance japonais (en 1991) entraient durablement en crise. La crise du travail éclata là où elle pouvait le faire. Dans un contexte de plein emploi et de bulle spéculative, les ouvriers et contremaîtres de Toyota refusèrent de faire plus d'heures supplémentaires et de continuer à réduire les temps standard, comme ils le faisaient depuis trente ans. Toyota dut changer complètement son système d'horaire, de salaire et de production (Shimizu 1999). Il n'est pas encore sûr qu'il ait pu reconstruire un "compromis de gouvernement" durable. Enfin la défaillance récente de nombre d'entreprises japonaises considérées jusque-là comme emblématiques du modèle japonais a suffi pour refroidir les ardeurs des thuriféraires.

La diversité renouvelée des modes de croissance et des modèles productifs

La tâche prioritaire est maintenant d'analyser le processus de renouvellement de la diversité des modes de croissance et des modèles productifs dans le cadre de la nouvelle donne internationale créée par la libéralisation de la circulation des capitaux et la disparition des pays communistes. Le renouveau de la critique du travail sur le terrain dans un pays comme la France et plus largement dans les pays européens continentaux n'a pas pour origine un nouvel écart par rapport à ce qui serait un nouvel esprit du capitalisme, mais d'abord un refus d'aller plus loin dans le démantèlement de l'État providence, puis un regain de confiance dans l'avenir, libérant une parole et une action trop longtemps difficiles. Elle est une des expressions du sentiment de certains des acteurs concernés que l'avenir n'est pas joué. Mais il ne faudrait pas que cette critique prenne dans la sphère académique la forme d'un retour de balancier, dont la recherche en sciences sociales est coutumière, en oubliant d'intégrer les acquis chèrement payés de la période précédente sur les conditions de pérennité des firmes, qui renouvellent l'approche de l'incertitude du travail et enrichissent l'analyse du rapport capital-travail.

Ces conditions ne sont pas plus "économiques", "sociologiques", "morales" ou "idéologiques". Le sociologue n'a pas besoin de batailler contre l'économiste pour faire une place à sa discipline au cœur de l'histoire, mais il a à œuvrer à la recomposition des savoirs pour parvenir avec d'autres à traiter les rapports sociaux pour ce qu'ils sont. Si toutefois, il estime utile, comme étape de la recherche, de caractériser l'esprit du capitalisme, il faudrait pour le moins qu'il le fasse pour chaque capitalisme et chaque modèle productif.

Références

Boyer, R., Freyssenet, M (2000), *Les modèles productifs*, Repères, La Découverte.

Boyer, R., Charron, E., Jürgens, U., Tolliday, S., eds (1998), *Between Imitation and Innovation. The Transfer and Hybridization of Productive Models in the International Automobile Industry.*, Oxford University Press, Oxford.

Freyssenet M., "Esprit es-tu là? À propos du livre *Le nouvel esprit du capitalisme*, de Luc Boltanski et Éve Chiapello (Gallimard, 1999)", *L'Année de la Régulation*, n° 5, 2001-2002, pp 309-318. Édition électronique, 2006, <http://freyssenet.com/?q=fr/node/356> , 160 Ko

Durand, J.P., Stewart, P., Castillo, J.J., dir. (1998), *L'avenir du travail à la chaîne*, La Découverte, Paris. Version anglaise, Durand, J.P., Stewart, P., Castillo, J.J., eds. (1999), *Teamwork in the Automobile Industry. Radical Change or Passing Fashion*, Macmillan, Basingstoke..

Freyssenet M. (1984), "Division du travail, taylorisme et automatisation: confusions, différences et enjeux", in .M. de Montmollin, O. Pastré (dir.), *Le Taylorisme*, Paris, La Découverte, pp 321-333.

Freyssenet M. (1995), "Historicité et centralité du travail", in Jacques Bidet, Jacques Texier (dir.), *La crise du travail*, PUF. Paris, pp 227-244.

Freyssenet, M., Mair, A., Shimizu, K., Volpato, G., eds (1998), *One Best Way? The Trajectories and Industrial Models of World's Automobile Producers*. Oxford, Oxford University Press, 476 p. Version française: Freyssenet, M., Mair, A., Shimizu, K., Volpato, G., dir. (2000), *Quel modèle productif? Trajectoires et modèles industriels des constructeurs automobiles mondiaux*, La Découverte, Paris, 568 p.

Lung, Y., Chanaron, J.J., Fujimoto, T., Raff, D., eds. (2000), *Coping with Variety: Product Variety and Production Organization in the World Automobile Industry*, Ashgate, Aldershot.

Shimizu, K. (1999) *Le Toyotisme*, Repères, La Découverte, Paris.

Freyssenet M., "Esprit es-tu là? À propos du livre *Le nouvel esprit du capitalisme*, de Luc Boltanski et Éve Chiapello (Gallimard, 1999)", *L'Année de la Régulation*, n° 5, 2001-2002, pp 309-318. Édition électronique, 2006, <http://freysenet.com/?q=fr/node/356>, 160 Ko